

II- CONTENT – To have an Internet for all, it's necessary to have information from all

- *That the Canadian government promote a definition of access that allows people to not only consume information, but also to freely publish and interact.*
- *The Canadian government should promote the recognition of all the cultures and linguistic diversities of the world. In order to do this the Canadian government, in cooperation with other countries, should promote the development of appropriate technologies, such as voice technologies, facilitating the presence of a diversity of languages in the network.*
- *Canada should promote the use of low cost ICTs adapted to the uses of peoples and cultures in order that they can use the technology in a way that will serve their own purposes.*
- *Promote an international consultative process on the subject of diversity of languages and of voices in the network.*

AUTRES IDÉES ET OPTIONS MENTIONNÉES AU COURS DES DISCUSSIONS:

Le gouvernement canadien pourrait:

- Faire un appel international sur le rôle de la société civile face aux nouvelles technologies d'information. Le Canada pourrait en être le porte parole.
- Se baser sur des documents déjà existants pour exploiter les questions et faire un répertoire des recommandations déjà existantes.
- Se pencher concrètement sur l'impact social qu'aurait un outil comme Internet dans certaines régions du monde en voie de développement.
- Promouvoir la production d'équipement de télécommunication, d'ordinateurs, d'appareils informatiques.
- Utiliser les technologies présentement disponibles de manière à assurer la circulation de l'information portant sur les réalités communes que peuvent partager certains pays ennemis.
- Appuyer les projets d'exportation de techniques communautaires d'accès à Internet.
- Appuyer les politiques visant les accès communautaires et non pas seulement s'en tenir aux enjeux portant sur les thèmes de commercialisation.
- Le gouvernement canadien devrait se pencher sur les préoccupations de la société civile et discuter de ces préoccupations avec leurs homologues étrangers à l'intérieur des organisations internationales dans lesquelles il participe (ONU, PNUD, OEA, BID).